Journal édité par la Fédération de Loire-Atlantique du Parti Communiste Français depuis 1957

Les Nouvelles de Loire-Atlantique

Numéro 1096
20 novembre 2026
Prix : 1€
Mensuel

Brésil

Une remontée salvatrice

P.2

Trappes

Le racisme tue

P.3

Journée mondiale

Les ports bloqués

P.5

Samedi 21 Novembre 2026 à partir de 17h30
Salle festive Nantes Nord
73, avenue du Bout-des-Landes à Nantes

UN BANQUET
25€ par personne
Vin compris

UNE TABLE RONDE
Sécurité et tranquilité publique :
Quelles réponse de gauche ?

UNE SOIRÉE CUBAINE
Musique, danse, salsa et mojitos
avec Boom Latino et Beni Medina



Robin Salecroix
Adjoint au maire de Nantes chargé de l'aide aux victimes. Membre du Conseil national du PCF chargé de la sécurité

Radia Essassi
Juriste, membre du Conseil départemental de l'accès au droit de Loire-Atlantique (2009-2026)

Denis Talledec
Adjoint au maire de Nantes chargé de la sécurité

Édito : le mépris n'est pas une politique

La situation sociale en France est marquée depuis des années par des tensions persistantes autour du pouvoir d'achat, de l'inflation et des finances publiques. Force est de constater que l'inertie, voire l'incompréhension du gouvernement et du Président de la République, entraînent un blocage de la société.

Les sujets d'inquiétudes sont (trop) nombreux :
• **Pauvreté à un niveau élevé** : En France, **9,8 millions de personnes** vivent sous le seuil de pauvreté monétaire (fixé à 1 337 € par mois pour une personne seule), soit environ **15,4 % de la population** — un niveau historiquement élevé. D'après les enquêtes récentes (comme le baromètre Ipsos pour le Secours populaire), près d'**un quart des Français (26 %)** s'estiment en situation de précarité.
• **Inquiétude économique générale** : Environ **62 % des Français** se disent inquiets face au contexte économique et à la dégradation du pouvoir d'achat.
• **Négociations et économies budgétaires :** Des discussions tendues opposent patronat et syndicats autour des arrêts maladie et de l'objectif gouvernemental d'atteindre environ 1 milliard d'euros d'économies.
Les débats restent vifs sur la question du Smic, des salaires face à l'inflation et de la fiscalité nécessaire pour redresser les comptes publics.

Les services publics sont à l'os et rien n'est fait pour les préserver alors que notre population en a tant besoin. C'est ainsi, par exemple, que la situation de l'école a entraîné un ras-le-bol des lycéens et étudiants qui n'en peuvent plus, suivis par les personnels de l'éducation nationale traités avec le plus grand mépris tant au niveau des salaires que des conditions de travail. Ainsi l'OCDE, qu'on ne peut pas suspecter d'attirance pour les analyses marxistes, constatent (20 ans après la CGT mais il n'est jamais trop tard pour bien faire) que les enseignants de notre pays font partie des professeurs les moins bien payés d'Europe.

Mais de l'argent, il y en a : les cadeaux aux riches de Macron, c'est 829 milliards d'euros !

Depuis plusieurs semaines, des grèves et manifestations se multiplient dans l'ensemble des territoires. La seule réponse du gouvernement, c'est une violente répression. Ce faisant, il démontre qu'il n'est pas à la hauteur. Pire : il prépare le chemin de l'accession au pouvoir du Rassemblement national, reprenant une vieille antienne des possédants de ce pays : « Plutôt Hitler que le Front Populaire ».

Mais rien n'est joué ! Continuons à construire le rapport de forces. Continuons à convaincre avec notre programme et allons l'expliquer à celles et ceux qui ont perdu espoir et qui ne se déplacent plus pour voter.
Afin de pouvoir mieux vivre ! Vivre ! Ensemble, mieux, heureux en paix !

Philippe Legrand



Serbie

C'est au son des klaxons que les Serbes ont fêté la défaite du nationaliste Aleksandar Vučić lors des élections législatives anticipées du 25 octobre. Au pouvoir depuis 2014, le Président d'extrême droite proche d'Orban et de Poutine, démissionnaire, et qui se présentait au poste de Premier ministre, a dû reconnaître sa défaite cinglante. C'est « la liste des étudiants » qui remporte le scrutin avec 135 sièges contre 105 pour la liste de **Vučić**, accusée d'avoir gouverné le pays par la corruption et la tyrannie.

Cette liberté retrouvée a été rendue possible par le fort mouvement des étudiants lancé depuis deux ans, après le terrible effondrement d'une partie de la gare de Novi Sad qui avait provoqué la mort de seize personnes. La corruption endémique avait alors été tenue pour responsable par la jeunesse mais aussi par une partie de la population qui depuis manifestait pour exiger des élections anticipées. Depuis le drame, **les forces politiques d'opposition ont soutenu le mouvement étudiant jusqu'à former ensemble une coalition hétérogène,** sans têtes de listes, issue en partie de la société civile.

Reste à savoir désormais quelle orientation politique va prendre le nouveau gouvernement pour reconstruire la société, le système judiciaire, le système éducatif et sanitaire dans un pays où les partisans de **Vučić** sont encore influents dans les médias et la fonction publique et où la population reste tiraillée entre un rapprochement avec l'Union européenne et son amitié historique avec la Russie.

Brésil

Une remontée salvatrice



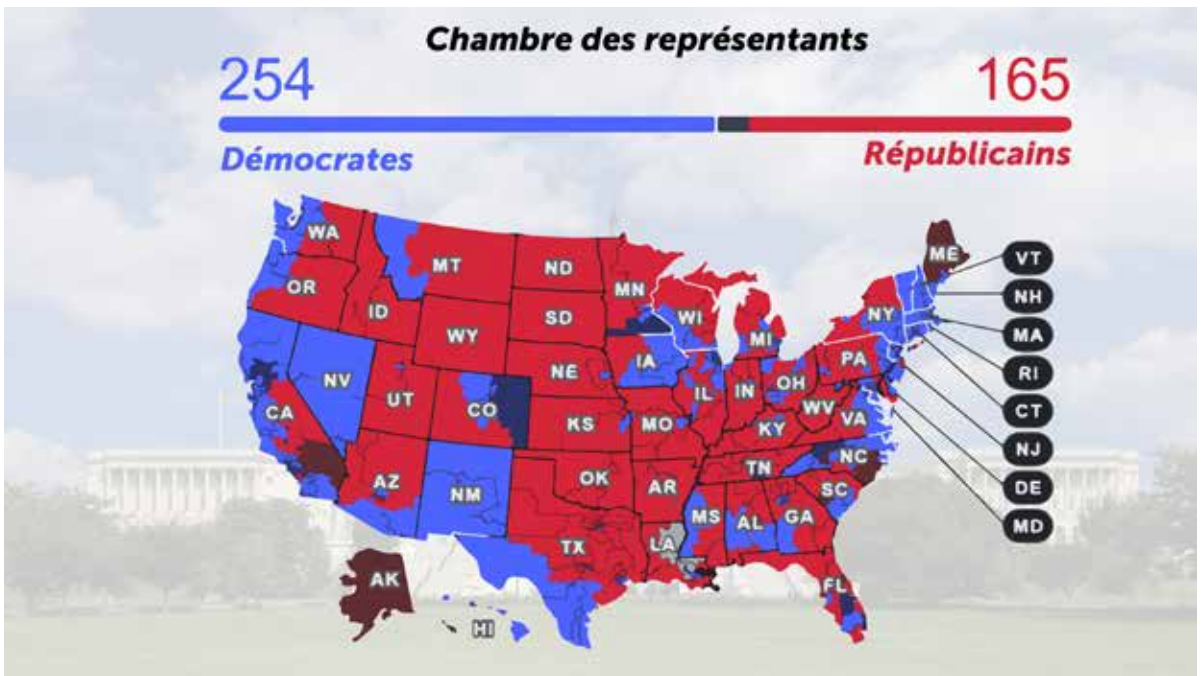
L'Amérique du sud garde son phare, une lumière d'espérance. En trois semaines, la gauche brésilienne a réussi un renversement spectaculaire au 2e tour des élections présidentielles grâce à une mobilisation massive. Le 1er tour avait été gagné par le clan d'extrême droite des Bolsonaro et son recours massif aux réseaux sociaux et d'une officine de désinformation appelé « le bureau de la haine » avec le soutien de l'administration étasunienne trumpiste. 47 % contre 45,16 %. Une inquiétude palpable.

L'ancien ouvrier métallurgiste a créé la surprise le 25 octobre en s'imposant par 51,7 % contre 48,2 %, soit plus de 4 millions de votes de différence. Une véritable « Lulantada ». Le charismatique responsable du Parti des Travailleurs (PT) a bénéficié du mouvement social qui a répondu à son appel pour défendre la démocratie.

Les militants de gauche du PT au Parti communiste du Brésil ont fait ce qu'ils savent le mieux faire, aller au contact des nombreux abstentionnistes (soit 33 millions de personnes), c'est essentiel. Il leur fallait souligner le risque d'un retour du clan Bolsonaro en défaveur des droits sociaux et des libertés démocratiques, puisque ce dernier avait promis d'attaquer profondément l'État et de valoriser entrepreneuriat, la réussite individuelle et le discours sécuritaire.

Ce n'était pas une mince affaire car une partie des classes populaires est éloignée des syndicats et de plus en plus influencée par les réseaux sociaux. La réponse du camp progressiste est d'en avoir pris conscience et de les investir pleinement pour combler leur retard avec un Lula porteur de la justice sociale et donnant une autre image de lui-même.

Si le deuxième tour a été salvateur, ce succès pour le long terme dépendra du lien qu'il sera nécessaire de maintenir avec les forces sociales. Cela est d'autant plus vrai avec ce nouveau mandat (quatrième) de quatre ans car, si le soulagement est de rigueur, il va falloir tenir compte des résultats du 1er tour. Celui-ci avait donné la majorité aux élections des gouverneurs, du Parlement et donc du Congrès aux forces de droite. Celles d'extrême droite utiliseront tous les moyens. La bataille risque aussi d'être rude dans les combats pour la paix, le multilatéralisme et la dédollarisation. C'est toutes les gauches mondiales qui retrouvent un peu de lumière.



État-Unis

Victoire des démocrates et cohabitation à venir pour Trump

Entre impopularité du gouvernement Trump, redécoupage des districts pour favoriser les républicains et orientation sociale de la campagne des candidats démocrates, **les élections de mi-mandat américaines du 3 novembre dernier ont vu le parti présidentiel perdre la majorité à la Chambre des représentants et au Sénat.** Bien que la manœuvre de redéfinir la carte électorale entamée depuis 2025, pratique courante aux États-Unis surnommée « gerrymandering », ait permis de limiter la casse pour le parti républicain, la victoire démocrate reste historique. **Avec 55 sièges démocrates contre 44 républicains au Sénat et 255 sièges contre 168 à la Chambre, pour la première fois, le gouvernement Trump devra faire avec la cohabitation.**

Des candidatures inattendues et des victoires surprises sont venues amplifier le phénomène de la vague bleue, couleur du parti démocrate. Ainsi **Scott Colom, procureur de 43 ans, devient le premier démocrate à représenter le Mississippi depuis 1989** mais également le premier sénateur noir de l'état, presque 150 ans avec Blanche Bruce de 1875 à 1871 au lendemain de la guerre de sécession. Une victoire sur le fil avec 49,2 % des voix contre 48,7 % dans un territoire qui avait largement soutenu Donald Trump aux élections présidentielles. Autre revers républicain où le vote Trump avait été massif en 2024, l'état du **Texas où Greg Abbott, candidat républicain à un quatrième mandat de gouverneur, a été défait par Gina Hinojosa, qui devient la première gouverneure démocrate depuis 1995 et première personnalité hispanique à occuper cette fonction.** Dans le même état, James Talarico devient le premier sénateur démocrate depuis 1988 et la star de la musique tex-mex et candidat démocrate Bobby Pulido obtient la victoire dans une circonscription qui avait voté à 58 % pour le parti présidentiel. Pour rappel, Elon Musk a investi près d'un demi milliard de dollars dans la campagne texane des républicains. **En Caroline du sud, Nancy Lacore, ancienne cheffe d'état-major de la Navy et purgée en 2025 par l'administration de Trump, est élue à la Chambre** après une victoire comptant moins de 4 000 voix d'écart.

Si la victoire semble quasiment totale, il est important de souligner que l'aile modérée du parti démocrate a obtenu de bien meilleurs scores que ses candidats les plus à gauche, dont le parti du maire de New York Zohran Mamdani, les *Démocratic Socialists of America*. Bien que réussissant à imposer les questions sociales dans la campagne démocrate, les progressistes ne sont pas les grands gagnants des *midterms*. **Des élections qui bénéficient surtout à des candidats modérés** évitant les sujets clivants, ancrés dans leurs territoires respectifs et dont la popularité acquise ou naissante a permis de faire la différence face à des candidatures républicaines sortantes. En parallèle, Jim Jordan, élu trumpiste et ultraconservateur, désigné comme chef de la minorité républicaine à la Chambre, promet de durcir la ligne…

Israël

Bouleversement politique

Premières élections depuis les attaques du Hamas du 7 octobre 2023, les élections législatives israéliennes du 27 octobre dernier ont rebattu les cartes au sommet de l'État.

À l'époque contesté par des mouvements de masse pour avoir voulu changer le système juridique et retirer à la Cour suprême une partie de ses prérogatives, Benyamin Netanyahou et son gouvernement d'extrême droite avaient immédiatement formé un cabinet de guerre pour lancer leur pays dans une aventure génocidaire à l'encontre des Palestiniens de Gaza. **La folie guerrière s'était ensuite généralisée, se portant sur le Liban et l'Iran et laissant libre cours à la violence des colons de Cisjordanie.**

C'est donc dans cette situation d'extrême instabilité que les Israéliens étaient appelés aux urnes pour renouveler les 120 membres de la Knesset, alors même que le Premier ministre sortant se trouve visé par des accusations de génocide à Gaza et un mandat d'arrêt de la Cour pénale internationale.

Les élections n'ont pas donné de majorité claire, mais **Gadi Eisenkot, soutenu par 67 députés, a été chargé de former un nouveau gouvernement,** avec la volonté de mettre en place une commission d'enquête sur le 7 Octobre et sur les éventuelles défaillances de Benyamin Netanyahou.

Les partis dits «arabes», **la Liste arabe unie, islamiste modérée et la Liste unifiée, à laquelle participent les communistes, disposent de 19 sièges.** Ils devraient pouvoir peser sur les négociations en cours.

Loi casseurs-payeurs

Une proposition de loi pour casser les mobilisations sociales



La proposition de loi dite « casseurs-payeurs » est en discussion au Parlement. Le Sénat majoritairement de droite a voté pour. Les élus de gauche dont les communistes s'y sont opposés. Selon Fabien Gay, sénateur communiste, **le projet de loi prévoit que « vous pourrez donc être reconnu-e civilement responsable, si le texte est adopté à l'Assemblée nationale, d'un acte que vous n'avez pas commis. »** C'est-à-dire que vous pourrez être condamné pour avoir été présent autour du lieu où des dégradations auront été commises. Cette loi portée par la droite va maintenant être débattue à l'Assemblée nationale.

Le projet de loi vise à étendre la responsabilité civile à l'ensemble des personnes participant à un groupement ayant commis des violences et des dégradations. Chaque personne sera individuellement tenue de réparer les dommages causés, sous peine de saisie des allocations familiales et des APL sous certaines conditions. Un scandale ! Par populisme et démagogie, le gouvernement et l'ensemble de la droite portent **selon Anthony Caillé, secrétaire général de la CGT-Intérieur, « atteinte à la Constitution et cherchent avant tout à dissuader les citoyens de manifester ».**

Le Sénat, à majorité de droite, a adopté en première lecture, dans la nuit du 27 au 28 octobre, par 229 voix contre 105, le projet de loi dit « casseurs-payeurs ». Désormais c'est à l'Assemblée nationale de se prononcer sur cette **proposition de loi qui voudrait généraliser les peines à l'encontre de personnes qui n'ont rien à voir avec ces « casseurs » qui cassent, et rien à voir avec les gens qui manifestent pacifiquement et revendiquent des progrès sociaux. Pourtant le gouvernement, la droite et l'extrême droite font cet amalgame à des fins politiciennes pour instrumentaliser l'opinion publique** et discréditer l'expression du mal-être social, les salaires bas et les pensions basses, les lycées et universités sans conditions sérieuses d'études. Bref, ces situations concrètes vécues par une grande majorité de la population française qui se retrouve prisonnière des fantasmes de la bourgeoisie et de ses représentants politiques : le RN et ses acolytes, LR et les macronistes, qui accompagnent la droitisation de la société et se vendent au plus offrant de la surenchère sécuritaire, eux les habitants des beaux quartiers. **Et la République dans tout ça ?**

Les députés de gauche doivent rejeter ce texte d'opportunité liberticide et demander à celles et ceux qui ont cassé l'industrie, les services publics, la protection sociale, le climat, détourné de l'argent public et hypothéqué l'avenir des jeunes, de passer à la caisse. Mais le feront-ils tous ?

Trappes

Le racisme tue



À Trappes, le 23 octobre 2026, le racisme a tué. Pengo Bossio Wangi avait 26 ans. Il était combattant amateur de MMA à Aubervilliers et rêvait d'en faire son métier. Il a été assassiné parce qu'il était noir. Cinq autres personnes ont été blessées, dont une enfant de douze ans.

L'auteur a reconnu avoir visé « les Noirs et les Arabes ». Le procureur a qualifié les faits d'attentat terroriste raciste. Ce drame survient à un moment de l'histoire de notre pays où les paroles racistes se banalisent, où les préjugés et les discours de haine se multiplient de la part de l'extrême droite.

Un climat mortifère phagocyte le débat public, entretenu aussi bien par des chefs d'État étrangers, comme Donald Trump, que par des responsables politiques de notre pays comme Jordan Bardella, Éric Zemmour ou Marine Le Pen, qui **ciblent avec une hargne décuplée les « immigrés » qu'ils accusent notamment d'être derrière les violences récentes. Ce discours alimente la haine, la peur et la violence.**

Comme dans les années trente, une forme d'internationale fasciste, extrêmement dangereuse, grandit dans le monde et en Europe.

Le racisme n'est pas une opinion. C'est un délit qui détruit des vies, fracture notre peuple et peut conduire au pire. Quand certains désignent sans cesse des boucs émissaires, opposent nos concitoyens entre eux et font de l'origine ou de la religion un motif de suspicion, c'est toute la République qui est attaquée. La République doit se protéger de ce venin. Elle doit garantir à chacune et chacun le droit de vivre en paix et en sécurité, quelles que soient son origine, sa couleur de peau ou ses croyances. Cette exigence d'égalité et de fraternité ne peut rester une promesse abstraite. Elle doit être défendue et faire l'objet d'actes concrets, partout sur le territoire.

Nous devons nous rassembler partout en France contre le racisme, l'antisémitisme, toutes les discriminations. Parce que nous refusons que la haine raciste fasse la loi dans notre pays. Parce que rien ne doit nous détourner de ce qui nous rassemble : notre commune humanité.

Statut d'autonomie pour la Corse

Navette parlementaire



En mars 2024, un accord politique était conclu entre les élus corses et le gouvernement ouvrant la voie à un futur statut d'autonomie pour la Corse. François Rebsamen, alors ministre de l'aménagement du territoire et de la décentralisation, présentait en juillet 2025 au Conseil des ministres un projet de loi constitutionnelle, adopté au préalable à une large majorité par l'Assemblée de Corse. Le texte accordait un statut d'autonomie dans la République à la Corse, en relation avec ses spécificités et lui octroyait des pouvoirs d'adaptation et d'édiction de normes – en matière d'aménagement du territoire, de tourisme, de développement économique…

Les normes adaptées ou fixées localement devant faire l'objet d'un contrôle par le Conseil d'État ou le Conseil constitutionnel.

Dans le même mouvement, **le Conseil d'État recommandait de modifier le projet de loi afin de prévoir « un régime » d'autonomie plutôt qu'un « statut » et de remplacer le terme de « communauté » corse par celui de « caractéristiques »**, ceci afin de ne pas entrer en contradiction avec les principes universalistes qui fondent la République. Le gouvernement n'a pas alors repris ces recommandations.

À l'Assemblée nationale, le texte a connu quelques amendements insistant sur la dimension insulaire de la population, offrant la possibilité pour la collectivité de Corse de mettre en place un statut de résident pour conditionner l'accès à la propriété à une durée de résidence minimale sur l'île, tout en excluant expressément des pouvoirs normatifs conférés à la collectivité de Corse les matières régaliennes : nationalité, droits civiques, garanties des libertés publiques, état et capacité des personnes, organisation de la justice, droit pénal, procédure pénale, politique étrangère, défense, droit électoral… **Le 23 juin, l'Assemblée nationale adoptait, avec modifications, le projet de loi par 271 voix contre 202.**

Arrivé au Sénat, le projet de loi était rejeté le 26 octobre par 181 voix, 134 pour et 25 abstentions.

Le texte doit désormais être examiné par l'Assemblée nationale en deuxième lecture. Pour être adoptée, **cette révision constitutionnelle devra être votée dans les mêmes termes par l'Assemblée nationale et le Sénat, puis être définitivement approuvée par référendum ou à la majorité des trois cinquièmes des parlementaires réunis en Congrès.**

Nantes

Nouvelles voies Odette Nilès et Cécile Rol-Tanguy ; extrait de l'intervention d'Aymeric Seassau





« Rendre hommage à Cécile Rol-Tanguy et à Odette Nilès aujourd'hui, c'est rendre hommage à deux grandes dames. **C'est sortir des vieilles caricatures des femmes dans l'ombre des hommes et s'incliner devant celles qui ont œuvré, milité, résisté toute leur vie.**

Cécile Rol Tanguy née Le Bihan grandit dans le militantisme familial. Elle s'engage dans les luttes sociales et antifascistes des années 30. Elle adhère en 36 à l'Union des Jeunes Filles de France et en 38 au Parti communiste. C'est au syndicat des métaux CGT où elle est embauchée comme sténo dactylo qu'elle rencontre Henri, le futur colonel Rol-Tanguy.[…] Agent de liaison, elle organise les contacts, transporte tracts et journaux clandestins, armes et explosifs, parfois dans le landau de leur fille Hélène. Pendant l'insurrection parisienne, Cécile vit dans le PC souterrain de Denfert-Rochereau avec l'état-major.

Le 28 août 1944, elle était la seule femme invitée à la réception du général De Gaulle au ministère de la Guerre. Rendre hommage à Cécile Rol-Tanguy, c'est rendre hommage à toutes ces femmes de la Résistance, agents de liaison se retrouvant souvent seules en opération. Prenant tous les risques pour acheminer armes ou messages. Affrontant la mort et la torture comme les hommes. Et pourtant l'occupant nazi et ses tribunaux leur réservait le plus souvent un autre sort.

Quand les hommes étaient fusillés en France, les femmes étaient le plus souvent envoyées en Allemagne pour y être décapitées. Comme un dernier geste d'écartement, d'oubli, de mépris. Aujourd'hui nous nous souvenons et nous inclinons devant leur engagement. […]

Celui d'Odette Nilès m'a été plus familier puisque j'ai eu la grande chance de la connaître comme tant d'autres Nantais, militants de la mémoire, communistes.

Née Lecland, Odette adhère aux Jeunesses communistes à 15 ans, en 40. L'année où son père syndicaliste et antimunichois est arrêté. Elle participe à la distribution de tracts à vélo. […] Le 13 août, elle manifeste à nouveau contre l'occupation allemande. […] Odette est emprisonnée à la prison du Cherche-Midi et à la Petite Roquette, puis transférée dans un convoi de 48 femmes au camp de Choisel à Châteaubriant. Malgré la crasse, les parasites, les couchages misérables et la mauvaise nourriture, c'est la solidarité qui règne entre prisonniers. Les séances de gymnastique, les cours de français, d'espagnol, de mécanique, les fleurs qu'on loge dans des boîtes de conserves récupérées pour en faire des vases. Odette rencontre Guy Môquet, ils ont le même âge[…]

Enorgueillissons-nous d'avoir des Cécile, des Odette pour boussole. Des noms qui font sens pour Nantes, notre ville Compagnon de la Résistance.

Soyons dignes d'elles !»

Bouguenais

Une majorité pas très claire après les propos racistes du 8e adjoint



Tout a commencé par la découverte de propos tenus par Lucien Berre, huitième adjoint au maire de Bouguenais, sur sa page Facebook. L'ancien policier était la caution sécurité de Sandra Impériale depuis son élection au poste de maire en 2020. Mais voilà, **la page Facebook de celui-là était pourtant remplie de publications issues de l'ensemble du spectre de l'extrême droite.**

Si de nombreux Bouguenaisiens savaient que les voix d'extrême droite avaient, à l'époque, grandement compté pour son élection face à une gauche divisée, les preuves concrètes manquaient. **Sandra Impériale, après avoir fleurté avec la macronie, avait même tenté d'obtenir l'étiquette « sans étiquette »** pour l'élection municipale de 2026, mais la préfecture l'avait reclassée en « divers droite ».

Mais voilà que son huitième adjoint a été pris la main dans le sac d'un racisme des plus débridés. Si les reposts de **Marion Maréchal, Éric Zemmour ou Gilbert Collard occupent une bonne place sur la page Facebook de Lucien Berre, d'autres commentaires sont bien plus problématiques**, voire répréhensibles, comme par exemple l'évocation du « trop grand nombre de Maghrébins et de Noirs » dans le football.

L'édile de Bouguenais s'est immédiatement désolidarisée des propos tenus par son adjoint. Puis elle a convoqué une réunion de l'ensemble de la majorité afin de décider collectivement de la suite à donner. Problème : au moment du vote, où les membres de la majorité avaient le choix entre une suspension provisoire de six mois de l'adjoint ou son exclusion définitive, **seuls deux tiers des élus ont voté pour cette dernière option.**

C'est donc le flou et la suspicion qui sont aujourd'hui pointés en conseil municipal par les élus de l'opposition : **« Il y aura toujours une suspicion. »**

Pour **le syndicat CGT de la ville**, cette affaire s'inscrit dans la continuité de « politiques publiques **similaires à celles pratiquées dans des villes où le RN** est au pouvoir, avec des baisses de budget dans les domaines de la culture, de l'action sociale et des services publics. »

Si les petits secrets de la droite bouguenaisienne faisaient peu de doute dans l'esprit des sympathisants de gauche, **cet affichage plus net en fera peut-être réfléchir d'autres.**

La Turballe

Démission ou pas démission ?

Après avoir adressé sa démission au préfet, lundi 26 octobre 2026, le maire de la ville côtière de La Turballe, Didier Cadro, semble avoir suffisamment décoléré pour revenir sur sa décision. Alors que son départ paraissait acté, l'élu a finalement choisi de rester à son poste.



Didier Cadro avait annoncé sa démission dans un courrier adressé à la sous-préfète de Saint-Nazaire. Une décision motivée par un jugement du tribunal administratif de Nantes. **La justice avait en effet accordé un permis de construire à un propriétaire pour la construction d'un garage, lequel permis avait été refusé en mairie.**

Pour le maire, cette décision remettait en cause sa capacité à faire respecter le Plan local d'urbanisme. Il estimait qu'il devenait difficile d'expliquer aux habitants pourquoi certaines règles s'imposaient à tous alors que la justice pouvait en autoriser certaines exceptions. Il a alors jugé cette situation incompatible avec sa conception de l'exercice de ses responsabilités de premier magistrat de la commune.

Mais cette décision de justice n'était que la goutte d'eau qui a fait déborder le vase. Réélu pour un second mandat en mars 2026, Didier Cadro faisait face depuis plusieurs mois à un climat politique particulièrement tendu. Il dénonçait régulièrement les attaques d'une partie de l'opposition municipale et un niveau de conflictualité devenu difficile à supporter.

Le début de ce second mandat avait notamment été marqué par la polémique autour des indemnités des élus. Après le vote d'une revalorisation de celles du maire et de ses adjoints, l'opposition avait affirmé que Didier Cadro percevrait près de 8 300 euros par mois. **Une fake news, finalement reconnue comme telle par ses auteurs,** mais qui avait déjà provoqué une vague de critiques et d'insultes sur les réseaux sociaux, lesquels vont souvent très vite pour juger et beaucoup moins pour rétablir la vérité.

Selon le maire, le harcèlement avait rapidement dépassé le cadre politique. **Son adresse personnelle avait été diffusée et des insultes avaient été proférées jusque devant son domicile.** Éprouvé par cette situation, l'élu avait même choisi de se mettre temporairement en retrait au printemps. Ces tensions affectaient sa santé, alors qu'il avait déjà été victime d'un AVC par le passé.
Lorsqu'il avait annoncé sa démission fin octobre, Didier Cadro expliquait avoir, selon ses propres mots, vécu « la première nuit où j'ai bien dormi ». Pourtant, **un rendez-vous organisé le 4 novembre à la sous-préfecture de Saint-Nazaire semble l'avoir fait changer d'avis.** À l'issue de cette réunion, le maire a adressé un nouveau courrier à l'État afin de revenir sur sa démission.

Didier Cadro restera donc maire de La Turballe et il était absent du dernier conseil municipal. Mais sa majorité, à l'exception d'une adjointe, ne l'entend pas de cette oreille et ne souhaite pas son retour et pour le moment c'est donc son 1er adjoint qui a reçu délégation pour signer les actes à la place du non démissionnaire (pour combien de temps ?).

Mobilisation lycéenne

Le gouvernement sourd à une jeunesse qui se ne démobilise pas



Depuis deux mois le mouvement de mobilisation des lycéens, rejoints par les étudiants, met en avant une jeunesse préoccupée par son avenir et celui de la société. Au-delà des revendications directement liées à l'enseignement concernant les manques de personnels, les conditions d'apprentissage, le mouvement dénonce également le système. À la fois au sujet des admissions post-bac où la plateforme d'attribution d'orientation **Parcoursup dévoile des manquements croissants, où cette année 163 372 des 924 000 néobacheliers et étudiants en réorientation n'avaient reçu aucune proposition d'affectation en juillet.** Mais aussi sur l'avenir politique du pays avec la montée de l'extrême droite ou encore la situation mondiale concernant le climat et la multiplication des conflits armés. Une jeunesse qui s'exprime donc depuis leurs établissements scolaires ou directement dans la rue, n'ayant la possibilité de le faire par les urnes pour une grande partie des lycéens mobilisés.

Un premier comité de réforme de Parcoursup a eu lieu le 9 novembre dernier, réunissant le Premier ministre, les organisations syndicales lycéennes, étudiantes et enseignantes. **Une réunion qui a tourné court avec le départ des représentants syndicaux refusant de siéger en raison de la présence de représentants de l'Uni et de parlementaires du Rassemblement national.** Une goutte d'eau supplémentaire en plus des propositions gouvernementales assimilables à des « miettes » au regard des revendications qui sont portées par le mouvement lycéen.

Dans la continuité de cette mobilisation de la jeunesse, les interdictions de rassemblement se multiplient. Appuyées par un dispositif policier de plus en plus démesuré, **les déploiements massifs des forces de l'ordre devant les établissements scolaires et dans les centres-villes sont désormais à l'image du gouvernement, affichant une tolérance zéro quant à la possibilité de manifester et revendiquer pacifiquement.** À l'image de l'éphémère réouverture du Lycée Nelson Mandela à Nantes, comme évoqué en page 7 de ce numéro, l'établissement a rouvert le temps de la réception du ministre de l'Éducation, Édouard Geffray. Accompagné d'un déploiement de CRS matraques en main à l'intérieur du lycée, la matinée ne semblait pas propice au dialogue. Les cours ont finalement été suspendus en début d'après-midi, la direction de l'établissement jugeant « la sécurité au sein du lycée compromise »…

Solidarité Femmes 44

En grève depuis le 28 septembre 2026

Les salariées de l'antenne nantaise de l'association Solidarité Femmes 44 sont en grève depuis le 28 septembre 2026. Cette association, qui accompagne des femmes et leurs enfants victimes de violences conjugales ou intrafamiliales, voit ses activités fortement perturbées, même si l'antenne de Saint-Nazaire poursuit une partie de son action. Les grévistes ont alerté les collectivités, mais le conflit reste pour le moment au point mort.

Après plusieurs arrêts maladie reconnus comme accidents du travail en raison des risques psychosociaux, un audit a été rendu au printemps 2026. **Les salariées estiment toutefois ne pas avoir obtenu de réponses ni de garanties concrètes de la part de la direction et du conseil d'administration.**

Les grévistes dénoncent un « management toxique », des injonctions contradictoires, de l'insécurité psychologique et une désorganisation interne qui ne leur permet plus d'exercer correctement des missions sensibles et particulièrement difficiles. Au premier rang de leurs revendications, les équipes exigent le maintien et le renouvellement des contrats à durée déterminée, la fin des pratiques de pression et d'intimidation, davantage de transparence organisationnelle, ainsi que la reconstruction du pôle d'accompagnement des enfants et de la parentalité, qu'elles jugent indispensable.

Il faut dire que l'association s'est vue supprimer une partie de ses financements régionaux, au même titre que de nombreuses associations des Pays de la Loire. Dans le même temps, le Département de Loire-Atlantique dispose de marges budgétaires limitées. **Parallèlement, les besoins ont explosé, notamment cet été.** La canicule et la Coupe du monde de football semblent ne pas y être étrangères. Au-delà de ces facteurs, la parole s'est largement libérée au sein des familles, mais l'accueil assuré par des structures comme Solidarité Femmes Loire-Atlantique demeure indispensable pour aider les femmes et les enfants à sortir des spirales de violence et d'emprise.

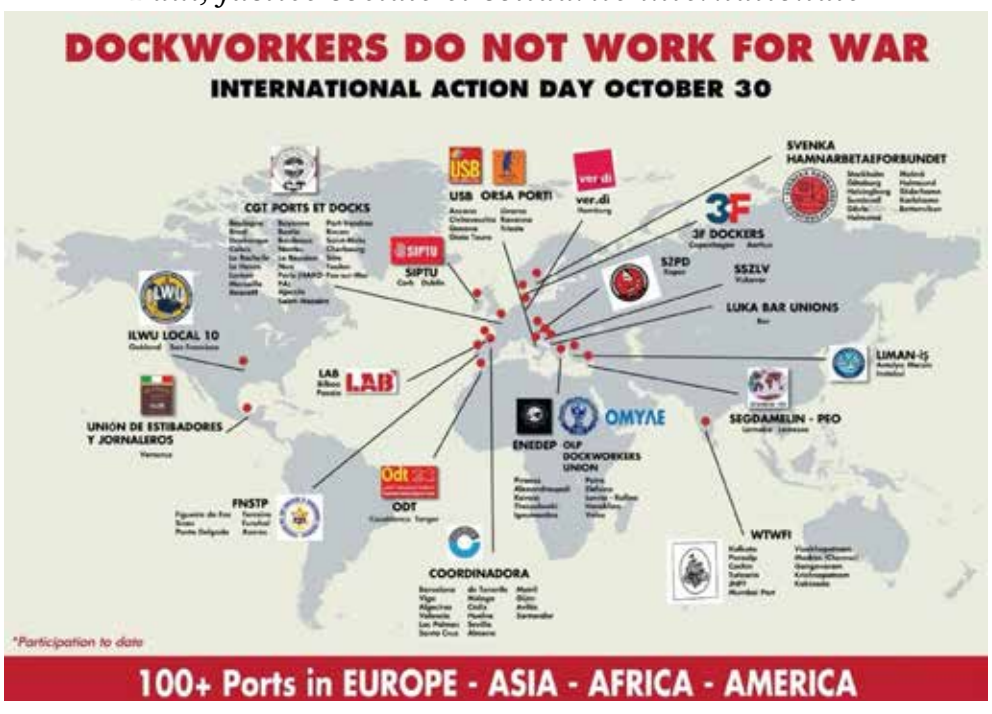
Comment gérer plus de 1 800 appels, souvent d'une grande urgence, **lorsqu'on est soi-même en souffrance au travail ?** Comment accompagner des femmes dans des dispositifs d'hébergement d'urgence toujours plus difficiles à trouver en raison de la pénurie de logements dans la métropole ?

Aujourd'hui, la continuité du service est rendue impossible par le manque de moyens et une réalité sociale accablante. **Une crise inédite pour cette association forte de 48 ans d'histoire féministe.**

Ports bloqués : une journée mondiale

Paix, justice sociale et solidarité internationale

Le 30 octobre 2026, les ouvriers dockers et travailleurs portuaires de nombreux pays se sont mobilisés autour d'une même exigence : la paix, la justice sociale et la solidarité internationale. À l'appel de la Fédération Nationale des Ports et Docks CGT et dans le prolongement des engagements pris lors des rencontres internationales de Gênes en 2025 puis d'Istanbul en 2026, des actions coordonnées ont été organisées dans plusieurs ports d'Europe, de Méditerranée et au-delà.



Cette journée de mobilisation s'est tenue dans un contexte mondial marqué par la multiplication des conflits, l'explosion des dépenses militaires et le développement des économies de guerre. Les Ports et Docks ont rappelé une réalité que les discours dominants cherchent souvent à masquer : les guerres ne sont pas seulement le produit d'affrontements géopolitiques, elles sont aussi nourries par les intérêts des grandes puissances économiques, des groupes industriels et financiers qui tirent profit de l'instabilité, de la course aux armements et de l'exploitation des peuples.

Dans son appel, la FNPD CGT a également dénoncé la poursuite du génocide du peuple palestinien et l'incapacité de la communauté internationale à imposer une paix juste et durable. Fidèles à leur tradition de solidarité internationale, les Ports et Docks ont affirmé leur soutien à tous les peuples victimes des guerres, de l'occupation et de l'oppression. Pour eux, la défense des travailleurs ne peut être dissociée du combat pour la paix et du droit des peuples à disposer d'eux-mêmes.

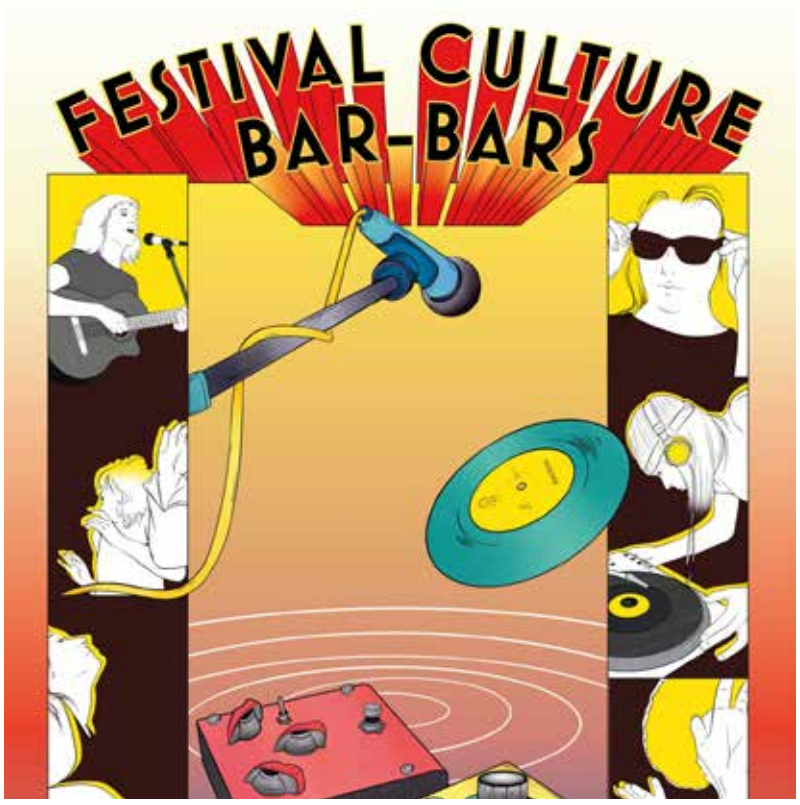
Cette mobilisation a également porté un message de classe. **Partout, les travailleurs sont confrontés aux mêmes logiques : remise en cause des droits sociaux, pression sur les salaires, affaiblissement des services publics et concentration toujours plus forte des richesses entre les mains d'une minorité.** Pendant que les dividendes versés aux actionnaires atteignent des sommets, les peuples sont appelés à financer les politiques d'austérité et les budgets militaires.

Les travailleurs portuaires ont aussi alerté sur les conséquences de ces choix dans leur secteur. Militarisation des ports, déréglementation, automatisation accélérée et utilisation croissante de l'intelligence artificielle menacent l'emploi, les qualifications et les garanties collectives conquises par des décennies de luttes syndicales.

De la Grèce à l'Italie, de l'Espagne à la Turquie, du Maroc à l'Inde, cette journée du 30 octobre a démontré que l'internationalisme ouvrier demeure une force bien vivante. En France, 95 % des ports ont été mis à l'arrêt pendant 24 heures, témoignant d'un niveau de mobilisation exceptionnel des ouvriers dockers et travailleurs portuaires.

Festival Culture Bar-Bars

Une programmation culturelle offerte par les cafetiers



En cette fin novembre le deuxième festival culturel après la fête de la musique, Bar-Bars, est de retour ! **Bars, cafés et bistros s'organisent pour devenir la première scène de France du mercredi 25 au dimanche 29 novembre.** Le concept est simple, les gérants de troquets et autres pubs accueillent groupes de musique et artistes pour offrir une programmation culturelle gratuite à leur clientèle. Le collectif Bar-Bars œuvre sur le territoire national, particulièrement présent dans notre département de Loire-Atlantique avec énormément de cafetiers adhérents. **À la fois synonyme de proximité de tous les jours, animant les centres-villes, les centres-bourgs et les quartiers, ces lieux de vie sont aussi, pour un grand nombre d'artistes, la première scène devant un public.**

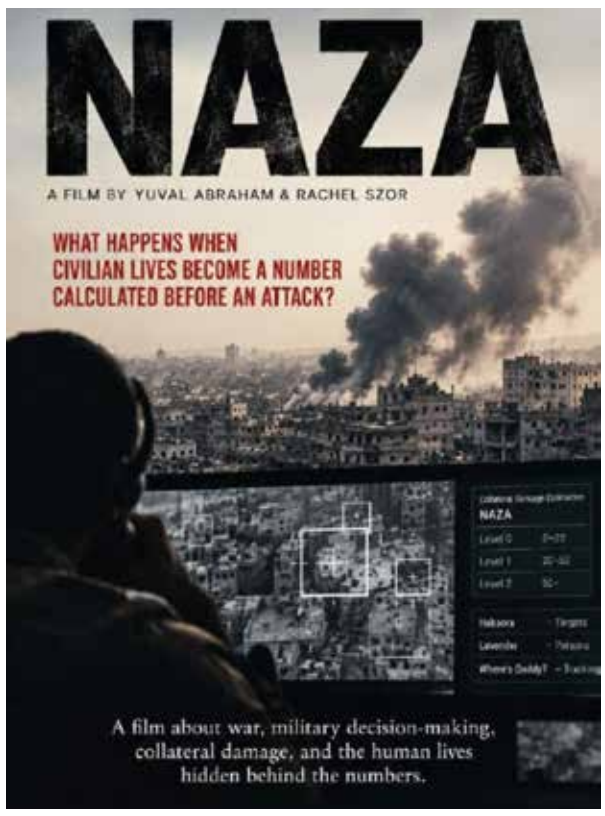
Une mixité sociale et des styles artistiques pour tous les goûts, à l'image de leur gérant ou de leur personnel, chaque zinc oriente le choix de sa programmation musicale et artistique selon ses affinités, créant ainsi un éclectisme rare. Sur le département, voici la liste des villes où se dérouleront des événements organisés par des cafetiers adhérents au collectif Bar-Bars :

Ancenis-Saint-Géréon - Kaïflo ; **Basse-Indre** - Relais du Bac ; **La Bernerie-en-Retz** - Sud, Tontons nageurs ; **Carquefou** - Black Shelter ; **La Chapelle-sur-Erdre** - Bière Numéro 8 ; **Herbignac** - Damraz ; **Machecoul** - Le Derrière ; **Nort-sur-Erdre** - 40 Pieds Erdre, Gari Garette ; **Nantes** - près d'une centaine de commerces adhérents ; **Nozay** - Pozay ; **Oudon** - Café du Havre ; **Orvault** - Au Père Peinard ; **Pornic** - L'Ardillon, Moody Bar ; **Pornichet** - Dékolaj, P'tite Case, Bières et Chopes ; **Rezé** - Bla Bla Bar, Cold Crash, L'Ortie Rousse, Laloko, Minute Blonde, Petit Café de Rezé ; **Saint-Brévin-les-Pins** - L'Apérock Café ; **Saint-Herblain** - AK Shelter, Dockside, Bières d'ailleurs ; **Saint-Hilaire-de-Chaléons** - La Motte aux Cochons ; **Saint-Nazaire** - plus d'une dizaine d'établissements ; **Sautron** - Brasserie AeroFab ; **Trignac** - Chope et Compagnie

Une belle occasion de découvrir de nouveaux artistes mais également de nouveaux lieux de vie, ou simplement de profiter encore un peu plus de son bar préféré !

NAZA

Le massacre calculé des civils gazaouis

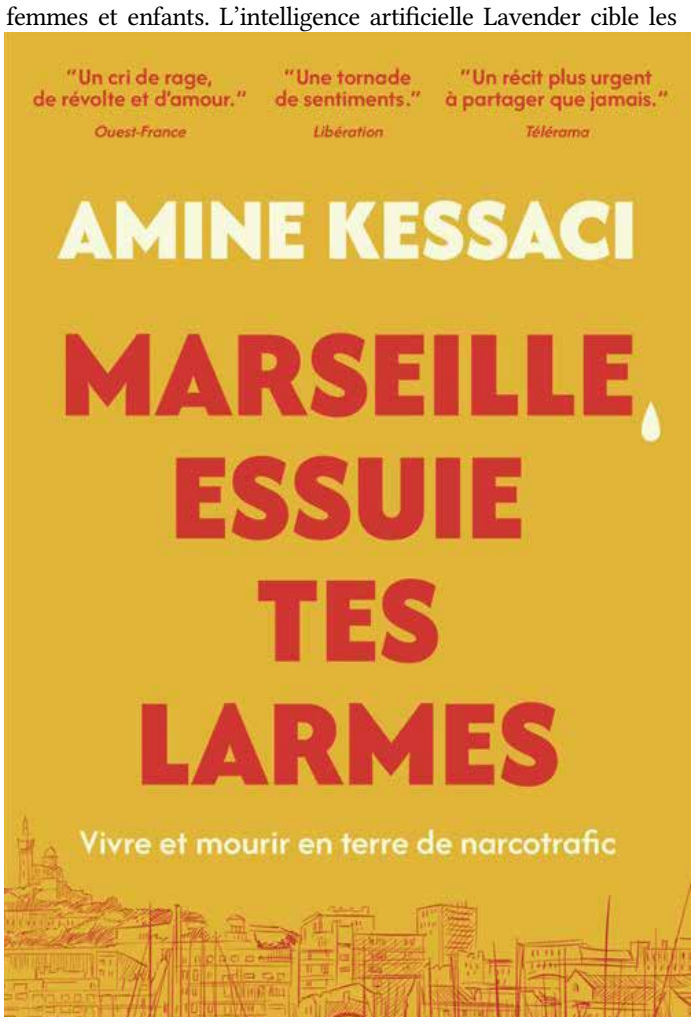


Lundi 12 octobre, 19h30. À l'entrée du Pathé, nous sommes nombreux dans la file d'attente pour assister à **l'unique séance de projection à Nantes de *NAZA*.** La salle sera archicomble. Ce film a obtenu le Prix spécial du jury à la Mostra de Venise et une standing ovation de 25 minutes, un record absolu. Quelles pressions aura-t-il fallu pour que la France n'autorise que deux jours de diffusion de **ce documentaire sur la gestion par l'armée israélienne des « Neseek Agavi », les victimes civiles de la guerre « contre le Hamas », en réalité contre les Palestiniens ?**

Pendant trois ans, Yuval Abraham et Rachel Szor ont filmé en secret, de nuit sur les toits de Tel Aviv, 24 officiers du renseignement israélien. Ceux-ci décrivent en détail, en l'assumant parfaitement, la mécanique d'un « meurtre de masse fondé sur une surveillance de masse », selon les mots de l'auteur.

Israël a transformé Gaza occupé en « usine à cibles » orwellienne où l'armée écoute les communications, pirate les téléphones pour écouter, voire filmer les gens. Elle connaît dans chaque appartement de chaque immeuble le nombre d'habitants, hommes, femmes et enfants. L'intelligence artificielle Lavender cible les membres supposés du Hamas en fonction de leur profil téléphonique. **L'armée choisit de les frapper chez eux : il est plus simple de les atteindre là que dans un tunnel.** Peu importe de tuer en même temps leur femme, leurs enfants, leurs voisins. Un barème sinistre évalue, en fonction de l'importance de la cible, le nombre de victimes collatérales (NAZA) admises. Et Boum ! ReBoum si nécessaire. Le « Papa est arrivé ! » d'une petite fille résonnant dans les écouteurs israéliens signe l'arrêt de mort de la famille. **Les victimes civiles ne sont pas fortuites, mais intégrées au calcul d'une décision qui peut admettre de tuer jusqu'à 500 personnes.**

Générique final. Le silence s'installe un long instant, puis les applaudissements éclatent. On ne sort pas indemne de ce film, qu'il faut voir et faire voir. Aujourd'hui aucune plate-forme ne le propose. La bande-annonce est accessible sur le site du quotidien *The Guardian*, co-producteur, qui le diffusera gratuitement sur Internet à partir de fin novembre. Les réalisateurs ont pris des risques considérables pour faire connaître la vérité. Car, selon Yuval Abraham, **« il existe une corrélation directe entre le silence ou la négation des crimes et leur capacité à perdurer »..**



Amine Kessaci

Marseille, essuie tes larmes

Amine Kessaci, qui vient de subir la tenue du procès des accusés de l'assassinat de son frère, donne avec ce livre une puissante leçon d'humanisme, tout en dénonçant les aveuglements criminels d'une République qui abandonne une trop grande partie de la jeunesse des quartiers populaires aux mains du narcotrafic.

L'ouvrage est conçu comme une longue lettre d'amour à l'intention de son demi-frère Brahim, dont le corps a été retrouvé carbonisé dans une voiture avec celui de son ami Réda, tués par la mafia marseillaise. « Tu es mort d'avoir cru à un rêve pourri, vendu au détail dans les cages d'escalier. Et si je parle aujourd'hui, c'est pour en finir avec ça. ». À travers le portrait qu'il fait du jeune homme disparu dans les règlements de compte multiples qui se sont succédé ces dernières années à Marseille, Amine Kessaci montre comment le narcotrafic a pu s'emparer des quartiers défavorisés en procurant à leur jeunesse un semblant d'avenir fait d'aventures et d'argent facile. Aidé en cela par une société toute entière qui va mal et se shoote pour tenir.

Loin de tout esprit de revanche mais avec un désir profond de justice, Amine Kessaci signe avec ce livre un véritable « J'accuse », un réquisitoire en règle contre une République qui laisse à l'abandon des populations entières, désertant les cités populaires pour ne devenir plus qu'abstraction, laissant toute sa place aux organisations criminelles.

Le jeune militant associatif, ayant pris à bras-le-corps le combat contre le narcotrafic à la suite du meurtre de son demi-frère, enjoint les pouvoirs publics de réinvestir les quartiers, mais aussi les campagnes par des services publics à la hauteur – école, santé, justice… une considération et une confiance en ses habitants.

Enfin, ce texte est un hommage à toutes celles et ceux qui résistent au quotidien, notamment ces mères de famille, qui voient, horrifiées, leurs fils passer de l'autre côté. Il est fait de la mère d'Amine Kessaci un magnifique portrait, touchant d'amour et de reconnaissance. Celle-ci prend part aux premiers rangs du combat de son fils.

Le livre paraissait l'année dernière. Depuis, Amine perdait un autre frère et sa mère un autre fils, une nouvelle victime du narcotrafic.

Marseille, essuie tes larmes Amine Kessaci (éd. J'ai lu ; 8,30 €)

Opération de com loupée

Rentrée des classes très particulière



Lundi 16 novembre, le ministre de l'Éducation nationale était en déplacement à Nantes pour la réouverture du lycée Nelson Mandela, six semaines après que la façade de l'établissement a été incendiée par des casseurs en marge d'un rassemblement lycéen le 1er octobre dernier.

Accueillis en grande pompe par les élus, le ministre et la présidente de Région étaient également attendus par des lycéens toujours aussi remontés. Un accueil plutôt hostile, avec sifflets, banderoles et chants militants, bien loin de l'image que souhaitaient voir relayée dans les médias le ministère et la Région.

De leur côté, les élèves étaient eux aussi très attendus, et pas seulement par leurs professeurs, puisque, en première ligne, c'étaient surtout les CRS qui étaient présents en nombre. Si c'est la fermeté que les autorités voulaient afficher, alors l'opération de communication est réussie. Mais si l'objectif était de montrer des lycéens reprenant sereinement les cours après les annonces gouvernementales, l'opération a tout du fiasco.

Le mouvement lycéen pousse la pétition contre CNews

Le mouvement lycéen ne se contente plus de manifester dans la rue. Il investit désormais le terrain du débat démocratique en portant la pétition demandant le retrait de la fréquence TNT de CNews. À travers cette démarche, de nombreux lycéens entendent dénoncer ce qu'ils considèrent comme une dérive éditoriale de la chaîne d'information en continu et ses conséquences sur le débat public.

Cette mobilisation s'inscrit dans un mouvement plus large de contestation porté par une génération qui revendique davantage de justice sociale, de lutte contre les discriminations et de participation citoyenne. En relayant la pétition sur les réseaux sociaux, les lycéens voulaient peser dans le débat public, à une époque où l'information télévisée et radiophonique n'est plus toujours perçue comme une source pleinement fiable.

Ainsi, **de nombreux collectifs lycéens attendaient que les micros de CNews soient partis** avant de démarrer leurs prises de parole, une attitude désormais adoptée par d'autres personnalités, comme Sophie Binet, secrétaire générale de la CGT. Pour d'autres militants, la parade consistait à **venir munis de QR codes renvoyant directement vers le lien de la pétition.**

Au-delà du cas de CNews, cette initiative pose une question essentielle : quelle place accorder à des médias dont les choix éditoriaux sont régulièrement contestés ? En s'emparant de ce sujet, les lycéens ont probablement contribué à populariser la pétition, au point qu'elle a rapidement franchi le seuil de 500 000 signatures. Un niveau de soutien suffisant pour imposer son examen par l'Assemblée nationale et ouvrir un débat sur le pluralisme de l'information.

Mais les députés, **par 28 voix pour et 25 voix contre, ont décidé de classer la pétition**. Le texte ne poursuivra donc pas son chemin vers un éventuel débat dans l'hémicycle du Palais-Bourbon, même si un débat plus large sur les médias et le pluralisme de l'information a été proposé.

CNews pris au piège

Un commerçant marseillais dénonce les pratiques de la chaîne en direct



Le 7 novembre, en direct sur CNews à propos des dégradations survenues à Marseille, Thomas, un commerçant, appelle au boycott de la chaîne. Une action préparée avec un collectif marseillais.

L'histoire débute le 18 octobre, au lendemain d'épisodes de casse à Marseille. Des membres du collectif Le 2e Marseille participent à une opération de nettoyage. Une équipe de télévision les aborde sans se présenter comme étant celle de CNews.

Thomas et ses collègues expliquent avoir accordé une interview portant sur leur démarche citoyenne de remise en état des lieux. Mais ces journalistes s'intéressaient davantage aux casseurs qu'à leur action et le reportage n'est finalement jamais diffusé. Les militants décident alors de poursuivre les échanges et de conserver les contacts obtenus au fil des semaines, tout en acceptant leur rôle de commerçants en colère.

Après plusieurs entretiens avec différents membres de la production, un groupe WhatsApp réunissant des interlocuteurs de la chaîne est même créé afin de coordonner les échanges. Les participants expliquent avoir envoyé des images des dégradations marseillaises afin d'accréditer leur profil. Selon leur récit, les discussions auraient progressivement orienté le témoignage vers une critique de responsables politiques de gauche, preuve d'un cadrage éditorial préalable.

Le jour du passage à l'antenne, Thomas lance : « Le 2e Marseille appelle au boycott de la chaîne CNews parce qu'on en a plein le cul des fachos comme vous. » Pris de court, l'animateur interrompt immédiatement la connexion et déclare alors : « Ce n'est pas le bon Thomas », une phrase qui deviendra un véritable slogan sur les réseaux sociaux.

Au-delà du coup d'éclat, les membres du collectif affirment avoir voulu dénoncer ce qu'ils considèrent comme une recherche permanente du sensationnalisme. Ils reprochent aux chaînes d'information en continu de privilégier les récits anxiogènes au détriment du quotidien des habitants, des commerçants ou des initiatives citoyennes.

Le collectif affirme disposer de nombreux éléments documentant les échanges ayant précédé le passage à l'antenne et se dit prêt à les communiquer. Plus étonnant dans ces échanges, le cabinet de Marion Maréchal-Le Pen a contacté Thomas. CNews fournirait-elle ses sources à celui-ci ?

Au-delà de la polémique, l'affaire relance le débat sur les pratiques des chaînes d'information en continu et la préparation des témoignages. Une question demeure au cœur de cette controverse : jusqu'où les invités sont-ils sélectionnés puis orientés avant leur passage à l'antenne ? Et pourquoi les députés de la commission des affaires culturelles ont-ils majoritairement décidé de classer sans suite la pétition visant à supprimer le canal TNT de CNews ?

Interview vidéo complète de ***L'Humanité*** :
https://www.youtube.com/watch?v=ptGcyvYOFI0

« Nouvelles de Loire-Atlantique »

Directeur de la Publication : Pierre Daguet
Commission paritaire : N°0325 P 11519
Imprimerie : Impram Lannion
Composition : Clément Chebanier
Responsable de la rédaction : Pierre Daguet
NLA 41 rue des Olivettes - 44 000 Nantes Tél : 02 40 35 03 00
E-mail : redac.nla@gmail.com
Ce numéro des *Nouvelles* a été réalisé avec la collaboration de :
Pedro Maia, Benoît Lusseau, Pascal Divay, Alain Bourdeau, Serge Blumental, Guilhem de Bourmont, Valerie Villemaine
Illustrations libres de droit et pouvant être générées par IA
Imprimé sur du papier fabriqué dans l'Union Européenne (France, Allemagne, Belgique…) référencé EU Ecolabel
Papier certifié FSC et PEFC composé de fibres 100 % recyclées
Eutrophisation : Ptot 0,009 kg/tonne

Soutenir et s'abonner aux Nouvelles de Loire-Atlantique



Unique parmi la presse départementale les *Nouvelles de Loire-Atlantique*, ce journal veut perdurer et faire vivre des paroles singulières celles des acteurs des mouvements sociaux, associatifs, progressistes, pour un regard critique sur l'actualité, soutenez et abonnez-vous aux *Nouvelles de Loire-Atlantique*.

NOM : ……PRENOM : ……
ADRESSE : ……
TEL : …… EMAIL : ……

❒ Je m'abonne pour un an et verse un chèque de 20 euros
❒ Je soutiens les Nouvelles de Loire-Atlantique à hauteur de ……€

A renvoyer à NLA- Bulletin d'abonnement, 41 rue des Olivettes, 44000 NANTES
Chèque à l'ordre de ADF44
Ou par virement IBAN : FR13 2004 1010 1107 2967 7L03 276 (BIC : PSSTFRPPNTE)

MOUVEMENT JEUNES COMMUNISTES DE FRANCE

La carotte ou le bâton ? On préfère la fanfare et la révolution !

Le gouvernement comptait sur les vacances scolaires pour faire étouffer le mouvement. Manque de chance, **voilà qu'il doit faire face à une importante mobilisation sociale qui a réuni plus de 1,6 million de personnes le 5 novembre !**



Après des semaines de manifestations, de blocages et d'expression de la colère des jeunes et des travailleurs, contre les conditions d'études indignes et la vie chère, le gouvernement est obligé de concéder quelques miettes : indexation des bourses sur l'inflation, quelques concessions sur l'austérité dans l'Éducation nationale, suppression de Parcoursup, conférence sociale, petite augmentation du Smic. **Mais tant que ces maigres mesures restent floues et non-budgétisées, ce ne sont que des promesses.**

Car, pendant qu'il agite la carotte d'un côté, **le gouvernement use toujours du bâton**. On ne compte plus les manifestants blessés par les forces de l'ordre, les gardes-à-vue sans justification et violentes à l'encontre de mineurs mais aussi de camarades de la CGT, du PCF et de la JC ! Les images qui tournent dans les médias se contentent de passer en boucle les mêmes feux de poubelle tandis que **tout est fait pour faire pourrir le mouvement** et l'enfermer dans une confrontation brutale entre des brigades sur-équipées et des jeunes révoltés.

Mais ces violences ne sont que le résultat de choix politiques. Le pouvoir aurait très bien pu décider d'aller à la rencontre des jeunes et des travailleurs, de recueillir leurs doléances, d'essayer d'y répondre. Mais il a d'autres priorités et penche davantage pour l'achat de nouveaux Centaures que pour la rénovation des lycées. **Ils préfèrent mépriser, gazer et museler l'expression de la colère populaire.**



Mais cela montre toute la faiblesse actuelle du pouvoir. Face à cela, nous devons en profiter pour continuer d'imposer nos revendications.

Le gouvernement veut supprimer Parcoursup mais sans préciser son remplaçant ? Imposons un véritable service public de l'orientation, avec de véritables moyens, une égalité des formations et la planification économique. **Le gouvernement continue de couper dans les dépenses de l'éducation et de l'enseignement supérieur ?** Réfléchissons aux perspectives que nous voulons donner à l'école, avec notamment la conférence-débat sur l'école organisée à Savenay le 20 novembre par la section PCF Brière. **Le gouvernement ne donne comme avenir à la jeunesse que la militarisation de la société ?** Exigeons la paix et rappelons la mémoire des victimes des guerres, comme nous le faisons avec l'Arac.

Les jeunes communistes continuent donc le combat : **la France a besoin d'une jeunesse organisée, consciente de sa classe et révolutionnaire !**

Huma-café

Les prochaines dates

18 décembre à 18h00 : **La Palestine d'hier à aujourd'hui : des clés pour comprendre** avec Sandrine Mansour, chercheure associée au CRHIA, Université de Nantes.

15 janvier à 18h00 : **Bleus, Histoire de l'équipe de France de football depuis 1904** avec François da Rocha Carneiro, journaliste à *L'Humanité*, docteur en histoire contemporaine.

12 février à 18h00 : **Le Congo dévasté par la révolution numérique** avec Fabien Lebrun, docteur en sociologie, chercheur en sciences sociales à l'Université de Nantes.

19 mars à 18h00 : **« Le Réalisme socialiste ne nous est pas donné » (Aragon)** avec Patrick Maurus, agrégé de lettres, professeur de langue et de littérature coréenne à l'Inalco.

16 avril à 18h00 : **Entre réchauffement et répression, quel avenir pour les Kurdes ?** avec Sinan Zer et Ezgi Önder, du Centre culturel kurde des Pays de Loire – activités au profit des populations kurdes et présentation de la culture kurde aux habitants des Pays de la Loire.

21 mai à 18h00 : **Faire l'histoire du matrimoine féministe… et la transmettre** avec Christine Bard, Professeure d'histoire contemporaine à l'Université d'Angers, membre senior de l'Institut universitaire de France

18 juin à 18h00 : **Taxer les riches, rencontre coorganisée avec Attac 44** avec Raphaël Pradeau, professeur agrégé de sciences économiques et sociales et membre du conseil d'administration d'Attac France.

Au Lieu Unique, Nantes, Quai Ferdinand-Favre



NO PASARAN !

Février 1936, le Frente Popular *en Espagne*



Dès 1931, la 2e jeune république espagnole est menacée par le clergé catholique, les grands propriétaires fonciers et les cadres de l'armée. L'insurrection ouvrière des Asturies est durement réprimée par un de ses gouvernements réactionnaires.

À l'exemple du Front populaire en France, les partis de gauche décident de s'unir et construisent le *Frente Popular* qui gagne les élections en février 1936, pour la démocratie et le progrès social et contre le fascisme et la guerre. D'autres forces de gauche agissent à leurs côtés comme la CNT-FAI non sans de profonds désaccords.

Pour faire taire le peuple espagnol et son gouvernement légitime, le nationaliste général Franco oppose un coup d'État militaire avec les phalanges. C'est le début de la guerre civile meurtrière (un million) et fratricide entre républicains et nationalistes de 1936 à 1939. Le choix de la non-intervention, notamment celle du gouvernement français de Léon Blum est vécu comme une trahison pour l'Espagne.

Seul pays d'importance, l'Union Soviétique fournira de l'aide matérielle en avions… pour la République.

Pour la défendre les Brigades Internationales vont se créer. Sous la proposition de M. Thorez, l'impulsion des partis communistes avec l'accord de l'Internationale (IC) est significative. Des militants unis et de toutes origines entrent dans la lutte. Ils voulaient s'opposer au fascisme et à la dictature militaire qui progresse en Europe. « NO PASARAN! » dira la communiste Dolorès Ibàrruri.

Sous toutes les formes, la solidarité internationale s'exprime pour contrer également l'aide des fascistes allemands et italiens. Les accords de Munich en septembre 1938 entre la France, l'Angleterre et l'Allemagne tuent l'espoir des Républicains. C'est la défaite en mars 1939 et la victoire du fascisme franquiste dont la répression sera terrible. L'exode (Retirada) de 500 000 espagnols vers les camps d'internement en France précédera leur rôle dans la Résistance contre les nazis en France.

Aujourd'hui, le combat de mémoire continue pour que justice soit faite.